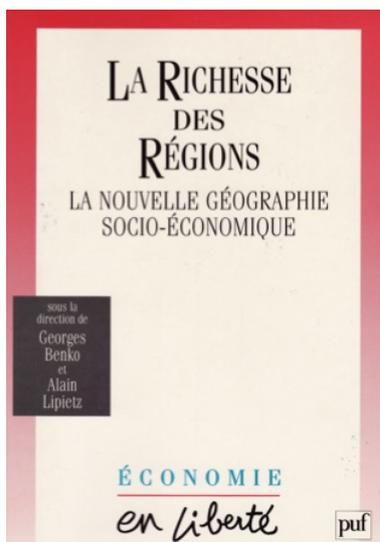


<http://lipietz.net/Geographie-socio-economique-ou-economie-geographique>

Géographie socio-économique ou économie géographique

- Économiste, auteur - Économie régionale -



Date de mise en ligne : samedi 1er juillet 2000

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

[2000b] Chap. 1 du Livre [2000a] **La richesse des régions. Pour une géographie socio-économique**, PUF, Paris.

Voir aussi

[Préface](#) de Dominique Voynet, ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement.

Chap. 5 [Face à la mégapolisation, la bataille d'Île de France](#), avec Georges Benko (version réactualisée).

Chap. 1 Géographie socio-économique ou économie géographique, avec Georges Benko.

Sept ans se sont écoulés depuis notre recueil *Les Régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique* (Benko & Lipietz, 1992). La géographie économique connaissait alors une sorte d'âge d'or. En économie s'affrontaient des mégathéories. Le keynésianisme agonisait, faiblement relayé par le régulationnisme et l'institutionnalisme, qui n'allaient pas tarder à se réfugier dans un statut (provisoire ?) d'hétérodoxie au sein du " courant dominant ". Celui-ci, triomphant, était le pur et simple retour à la théorie néo-classique de la concurrence, norme idéale à laquelle les politiques et les institutions devaient d'urgence se rallier, libérant les forces du marché de toute entrave artificielle : l'intervention de l'État, la législation sociale, les barrières douanières. Ce triomphe théorique a pris des noms divers : " consensus de Washington " à l'échelle internationale, " pensée unique " en France, et partout " libéralisme économique ". Mais aucune théorie économique, ni les vainqueurs du jour, ni les vaincus de l'heure, ne parvenait à expliquer ce fait : dans l'océan mouvant de la macroéconomie mondiale, où des continents montaient en puissance avant de s'affaisser, où d'autres sortaient de leur sclérose pour de fulgurants mais passager succès, certaines régions, parfois microscopiques (en fait de simples agglomérations) faisaient preuve d'un succès aussi durable qu'inattendu.

Or les géographes s'intéressant à l'économie régionale, ou les sociologues s'intéressant à la spécificité des " lieux ", avaient leurs explications. Pour eux, le destin du local n'était pas la simple projection du global. Si de nouveaux centres d'activité parvenaient à émerger et à se stabiliser, ils le devaient d'abord à eux mêmes, à leurs caractéristiques internes. Cette " personnalité régionale " (comme disait jadis Vidal de la Blache, l'un des ancêtres de la géographie française) se trouvait un nom plus moderne : la " bonne gouvernance ". C'est-à-dire une capacité, sans doute héritée d'une culture historique, de stabiliser des modes de coopération interne, entre capital et travail, entre grandes entreprises et sous-traitants, entre administration et société civile, entre banque et industrie. Les plus hardis de ces " nouveaux géographes régionaux " n'hésitaient pas à théoriser plus loin. Selon eux (Piore et Sabel, 1984), la dynamique industrielle de ces " régions qui gagnent ", baptisées d'un nom repris d'Alfred Marshall, les *districts industriels*, serait en conformité avec le nouveau modèle de développement succédant au fordisme. À l'ère de la grande entreprise, à son administration et à ses conventions rigides, succéderait l'ère de la " grappe " de petites entreprises innovantes se coordonnant par le marché et surtout par le " face-à-face ".

Aujourd'hui, plus rien n'est sûr en économie. L'Asie, modèle d'hier, est le contre-modèle d'aujourd'hui. L'Amérique latine, mirage des années soixante-dix, cauchemar des années quatre-vingt, ré-émergente dans les années quatre-vingt-dix, est à son tour menacée. L'Europe, libérée des carcans de Maastricht, s'ébroue sans succès spectaculaire. Les États-Unis surfent sur une bulle des actifs boursiers, comme jadis le Japon, et prospèrent à crédit. Les potions du libéralisme, appliquées aux pays de l'ancien " bloc socialiste " avec un esprit de *Reconquista*, n'y ont apporté que chaos. La " pensée unique " s'effondre piteusement.

A. Abandonner aux économistes l'espace économique ?

Est-ce donc l'heure du triomphe des géographes économiques, l'heure de la résurgence d'un développementalisme " enraciné " dans le local (selon la traduction choisie dans le présent recueil par l'anglais *embedded*), via un

régulationnisme ou un institutionnalisme conquérant ? Hélas non. Le grand élan créatif des géographes des années quatre-vingt, dont nous avons tenté de présenter un panorama dans *Les Régions qui gagnent*, semble essoufflé. Après avoir indéfiniment décliné la thèse du " post-fordisme " selon la gamme de l'économie des organisations à la O. Williamson (1975, 1981, 1989, 1991) de " désintégration verticale " en " quasi intégration verticale ", les " localistes " durent se résoudre à reconnaître le poids des grandes entreprises globalisées et la fragilité de leurs chers districts. On se replia alors, en Grande-Bretagne par exemple, vers une " géographie culturelle ", fort intéressante en ce qu'elle se rapprochait de la " sociologie de la vie quotidienne ". Mais cet abandon des grands récits économiques, au pire théorisé dans un nouveau " grand récit " assimilant le post-fordisme au post-modernisme et celui-ci à un collage de modes de consommation, laissait à l'abandon le champ des déterminants économiques des transformations de la géographie humaine [1].

En fait, *Les Régions qui gagnent* avaient atteint leurs objectifs en offrant aux lecteurs francophones tous ces acquis des années quatre-vingt ; encore restait-il à les faire fructifier. Par exemple, en explorant les " *Régions qui perdent* ", selon le titre inévitable d'un recueil québécois [2]. Et surtout en ne s'enfermant pas dans le paradigme - valise d'un " post-fordisme " mal défini, et en n'ignorant pas que les districts, hélas, ne sont pas seuls au monde. La deuxième et la troisième partie des *Régions qui gagnent* étaient même consacrées à ces mises en garde : les monopoles globalisés sont encore là, et bien vivant, les après-fordismes présentent tout un éventail de modèles, entre ceux fondés sur la flexibilité du contrat de travail et le néo-taylorisme, et ceux fondés sur la stabilité des contrats et l'implication négociée d'une force de travail qualifiée. Développer ces pistes aurait impliqué un programme de recherche géographique et sociologique, régulationniste ou institutionnaliste, que l'on pourrait résumer ainsi : partant de la sociologie d'un espace suffisamment englobant, expliquer les nouveaux arrangements économiques territorialisés, et évaluer la compétitivité (et donc la stabilité) de tels arrangements (" blocs hégémoniques régionaux ", dirait Gramsci) pour juger de leur stabilité dans un monde globalisé. Il n'en fut pas ainsi.

Le débat scientifique ayant horreur du vide, le champ laissé vacant par la nouvelle géographie économique fut bientôt occupé par un revenant : la " *Regional Science* ", croisée avec une nouvelle théorie du commerce, sous la baguette de Paul Krugman.

En quelques années, Paul Krugman, à coup de petits modèles mathématiques illustrant des essais, voire des articles, plutôt polémiques, se tailla une gloire spectaculaire qui ne faisait que souligner la faiblesse de la concurrence. Enfin un économiste du courant dominant s'occupait des régions ! Et comme la géographie critique s'était repliée vers le " déconstructivisme ", la place était libre pour réinventer la roue : en l'occurrence la vieille *Regional Science* de Walter Isard. Ce même Walter Isard, avec ses modèles d'équilibre économique spatialisés, contre lesquels notre génération avait ferrailé il y a trente ans pour fonder la nouvelle géographie économique. Soyons justes : Paul Krugman [3] ne reprenait pas telle quelle la science régionale de Walter Isard. Il recueillait au passage une bonne partie de la critique de Kaldor contre la théorie de l'équilibre pur et parfait, sans épaisseur et sans devenir. Il récupérait l'héritage marshallien (les " économies externes de proximité ou d'agglomération ") que les auteurs recueillis dans *Les Régions qui gagnent* étaient allés déterrer. Surtout, il couplait l'économie régionale avec une théorie du commerce, cherchait à comprendre pourquoi une région devenait, par effet cumulatif sur une trajectoire au début arbitraire, plus compétitive qu'une autre. Bref, il reconstruisait, sur la base d'une théorie économique néo-classique amendée par les effets externes de Marshall, la théorie structuraliste des rapports centre-périphérie, ce que les théoriciens des districts industriels avaient oublié de faire. En somme, nous l'avons bien mérité... [4]

Seulement voilà. L'économie géographique de Krugman reste un économisme mal spatialisé, ce que justement nous avons, il y a bien longtemps, critiqué chez Isard.

Au fond, que reprochions-nous à l'économie spatiale ou régionale néo-classique (Benko, 1998, Lipietz, 1997) ? De considérer l'espace comme un plan, homogène et isotrope à quelques irrégularités près (rivières, mines...), un " contenant ", où viendrait s'inscrire l'activité d'unités économiques. Dès lors, par le seul jeu des forces du marché (les coûts de transports et les économies externes d'agglomération), les industries se localiseraient à partir d'un hasard initial, puis, selon la logique de la concurrence oligopolistique, chercheraient à s'agglutiner (Hotelling) ou s'écarter les unes des autres (Lösh), formant ainsi réseaux de lieux centraux. La géographie humaine, régionale, économique, ou écologique, considère au contraire que l'espace est la dimension matérielle des rapports sociaux. C'est l'activité humaine, les rapports humains de toutes natures, qui constituent la substance même de l'espace, un peu comme dans la théorie einsteinienne où l'espace n'existe que comme champ de forces, comme variation de potentiel, structuré par son contenu de matière et d'énergie. L'espace régional est tissé par des rapports sociaux passés, il est

remodelé par les multiples initiatives des acteurs (les administrations, les entreprises...) qui cherchent à " tirer parti " d'un espace humain " toujours déjà donné " (comme disait Louis Althusser), mais, ce faisant, transforment cet espace, modifient le champ des forces.

Exemple : la restructuration de l'espace français au long des " Trente Glorieuses " années 1945-1975 (Lipietz, 1977). On ne peut la comprendre que par une double approche : une approche généalogique, où le passé social de chaque région (vieille urbanisation industrielle, prédominance de la petite production agricole etc.) offre des opportunités de localisation, et une approche structuraliste, où le modèle de développement capitaliste contemporain (en l'occurrence le fordisme), réalité nationale ou globalisée, recherche une spatialité propre traduisant ses rapports internes : en l'occurrence, la tri-partition du travail entre conception, assemblage déqualifié et fabrication qualifiée. Dans les années soixante-soixante-dix, en France comme aux États-Unis, la synthèse sera la mise en place de " circuits de branche ", les fonctions les plus qualifiées restant dans les " berceaux industriels " et les tâches taylorisées se " délocalisant " vers les campagnes...

Espace donné (généalogique) et espace projeté (par la structure active) sont tous deux la spatialité (la dimension spatiale) de rapports sociaux, les uns déjà établis, les autres en plein essor, et de leur fécondation réciproque naît la réalité d'une géographie socio-économique. On ne peut rapporter une telle réalité ni au tissu social préalable, ni à un paradigme d'organisation et de relations industrielles appelé à remodeler le monde à son image. Chaque réussite, chaque " région qui gagne ", est un miracle, une " trouvaille ". Ainsi, selon les théoriciens, expliquerait-on les " miracles " de la Troisième Italie (les fameux " districts industriels " présentés dans la première partie de notre précédent recueil) soit comme l'héritage d'une structure sociale rurale solidaire remontant au début du siècle, soit comme la projection d'un modèle post-fordiste aspirant à l'hégémonie mondiale ! L'erreur des mythographes des districts industriels fut sans doute de s'enfermer dans l'une ou l'autre de ces deux tendances.

Mais le retour à la *Regional Science* via Krugman serait encore moins fructueux. Non que l'apport de Paul Krugman soit inintéressant. Il détaille souvent avec élégance des mécanismes fragmentaires de la pure dynamique capitaliste de localisation dont nous pouvons tous faire notre profit. D'où son étonnante flexibilité : comme le montre ici le chapitre de Ron Martin et Peter Sunley, il offrira toujours une représentation stylisée mathématiquement, pour rendre compte de tout et de son contraire. Cela n'a rien d'étonnant : son espace de départ est une page blanche où viennent s'inscrire des entreprises obéissant à des règles très peu déterminées.

Le vrai travail commence sur la base d'une analyse concrète d'un espace coagulant déjà un long passé socio-économique, il se poursuit par une compréhension de la variété (limitée certes, mais pas du tout univoque) des modèles d'arrangements (capital/travail, banques/industries, donneurs d'ordres/sous-traitants, administrations/économie) du capitalisme contemporain.

De ce travail, nous n'avons voulu donner que quelques exemples. Dans une première partie, nous commencerons par mettre en scène l'opposition méthodologique entre l'économie régionale à la Krugman et la nouvelle géographie économique. Dans une seconde partie, nous irons visiter quelques capitales de l'économie globale. La troisième partie nous emmènera dans le tiers-monde. La dernière reviendra sur les vieilles régions industrielles qui, semble-t-il, avaient perdu...

B. Anatomie des effets d'agglomération

La nouvelle géographie socio-économique, celle qui s'est bâtie à l'époque du fordisme sur l'étude des " circuits de branche ", puis a encensé les " districts industriels " du post-fordisme, avait souligné qu'en quelque sorte chaque région " méritait", par son tissu social propre, sa spécialisation dans le capitalisme contemporain. Pour l'économie géographique, ce tissu se réduit à une formule magique : " effets externes de proximité ou d'agglomération ". Tel est le nœud du débat. Nous présenterons ici l'analyse bienveillante et critique de Krugman par des géographes économiques (Martin et Sunley), puis deux articles de géographes américaines relativisant la vision simpliste des districts " italianisants ".

Nous avons, il est vrai, hésité à publier *in extenso* la discussion, longue et détaillée, des thèses de Paul Krugman par Martin et Sunley. Nous la publions finalement, à l'exception de quelques notes, dont l'érudition dépasse l'entendement du public francophone. C'est vraisemblablement la synthèse et la discussion la plus claire, complète et argumentée qui existe sur cet auteur important. Les lecteurs peu familiers de l'économie théorique sauteront aux conclusions.

C'est vrai, reconnaissent les deux géographes de Cambridge, Krugman fourmille d'idées, et offre à la géographie humaine des schémas élégants pour expliquer des phénomènes connus. Il affermit le lien entre la formation

d'agglomérations industrielles et le commerce à longue distance, il insiste sur ce que les amoureux de districts tendaient à oublier, le rôle de la demande locale, qu'il appelle les " externalités pécuniaires ", et qui explique le " verrouillage " à partir d'une trajectoire antérieure : une grande ville peut difficilement redevenir une petite ville ou changer complètement de spécialisation. Mais là s'arrête la science de l'économiste. Paul Krugman ignore le rôle des mœurs, de la culture, des rapports sociaux, des institutions, et cela pour une raison méthodologique : on ne sait pas formaliser mathématiquement les externalités " cognitives ", la diffusion et l'entretien des savoir-faire, ni la disponibilité à coopérer, tout ce qu'Alfred Marshall avait appelé " l'atmosphère industrielle ", et qui devrait être au cœur de la géographie industrielle et humaine en général. Car, nous l'avons dit dans notre premier recueil, *l'agglomération est à l'espace ce que l'apprentissage est au temps*. La proximité est la première forme de mise en rapport des activités humaines.

Faut-il en revenir à la théorie devenue classique de " districts industriels " à l'italienne, ces réseaux coopératifs des petites et moyennes entreprises, pour rendre compte du succès des agglomérations (pas seulement en termes de richesses, mais d'équité sociale) ? Non, répond Ann Markusen. Partant d'une vaste étude empirique des " agglomérations qui gagnent " aux États-Unis, elle repose la question qui était au cœur de notre précédent livre : comment, dans un monde aussi " glissant ", où les entreprises pourraient si facilement se délocaliser là où le terrain et la force de travail sont les moins chers, comment se fait-il que certains lieux parviennent à " aimer " les emplois ? Et elle montre qu'il existe certes aux États-Unis des " districts italianisants ", mais elle identifie trois autres types de " lieux-aimants " : ceux qui s'ancrent autour d'une ou plusieurs grosses entreprises, comme des rayons autour d'un moyeu, ceux qui s'ancrent autour d'une grande installation d'État (administration, base militaire...), et enfin de pures " plates-formes de satellites ", succursales de grandes entreprises extérieures à la région.

On reconnaîtra dans ce dernier cas une forme d'agglomération typique du " fordisme périphérique " (Lipietz 1985), et Ann Markusen souligne bien la fragilité et les inégalités interrégionales qui peuvent en résulter. Mais elle ne s'étend guère sur la sociologie interne ou les mesures administratives qui peuvent conforter ces agglomérations. Les " économies externes pécuniaires " de Krugman (l'effet de masse critique d'une demande locale) semblent alors la seule explication...

Anna-Lee Saxenian prend alors le relais en comparant les deux districts " italianisants " les plus célèbres des États-Unis : la *Silicon Valley* et la *Route 128* de Massachusetts, dont Krugman a remarqué - sans l'expliquer - la divergence face à la chute des commandes militaires. La première s'en est tirée, la seconde est entrée en crise. Ici, la géographie sociale reprend ses droits : ces deux districts étaient en fait fondés sur des cultures, des rapports sociaux différents. Dans une analyse extrêmement riche et imagée, Anna Lee Saxenian vient littéralement dynamiter la notion d'*économie externe* (unique fenêtre des économistes vers le " local "), en montrant que la distinction interne-externe ne renvoie qu'à une forme d'organisation " atomistique " (leibnizienne ?) de la firme, intégrée verticalement et en relation contractuelle avec d'autres firmes. Ce tableau vaut pour la Route 128 et les firmes qu'elle abrite, mais pas à Silicon Valley, ni pour les petites, ni pour les grandes firmes. Silicon Valley est un vrai district marshallien, agglomérant des unités spécialisées, unités en relation permanente sur l'ensemble de la région, et pas plus spécialement avec les divisions de la même firme qu'avec l'extérieur de la firme. On assiste alors à des phénomènes de conception-fabrication *partagée* entre deux firmes (par exemple pour une puce RISC), organisation qui semblait l'apanage de la division fonctionnelle interne à la firme. Or cette possibilité est une donnée *locale* de la région-réseau, elle dépend d'une culture elle-même tissée de ces rapports de coproduction. La preuve en est que deux établissements d'une même firme (Digital Equipment) se comportent différemment selon qu'ils sont sis Route 128 ou à Silicon Valley ! Sa conclusion est une magnifique illustration de ce qui oppose l'espace des économistes, un espace vide préalable où s'inscrivent et se juxtaposent des firmes-atomes, et l'espace pour lequel nous plaidons, celui d'une géographie socio-économique, toujours déjà donné comme tissé des rapports, comme culture, comme atmosphère, qui seul donne une substance à la " proximité "[Voir les travaux de " l'école française de proximité " Pecqueur B., Gilly J.-P., Lung Y., Zimmerman J.-B. Rallet A. entre autres (*Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, 1993 n°3 " Économie de proximités ") et aussi Huriot J.-M. (1998), une présentation rapide dans Benko (1998)].

C. Mégapoles et métropoles globales

Cette nouvelle conception de l'espace comme tissé de relations sociales, nous l'illustrons d'abord pour l'exemple de ces villes que l'on appelle " globales ", selon la belle expression de Saskia Sassen (1991). Oh ! certes, le terme " ville-globale " tend, y compris sous la plume de son auteur, au statut peu enviable de " concept-valise ". Néanmoins, il souligne combien le vieux schéma braudelien de la " *world-economy* " centré sur une grande ville (Venise,

Amsterdam, Londres, New York) confirme aujourd'hui plus que jamais sa valeur descriptive et même heuristique. Des mégapoles, ou mieux des " mégapoles " [5] il y en a dans tout le Tiers-Monde et pour des raisons qui tiennent à sa sociologie de capitalisme périphérique (Lipietz, 1985). Dans le monde développé, ce phénomène est plus rare. Deux aux États-Unis : " l'ancienne ", New-York - New Jersey, capitale d'un monde atlantique, et la nouvelle, celle de Californie du Sud, centrée sur Los Angeles. Sur l'autre rive du Pacifique, deux mégapoles, l'une du sur-développement, l'autre du Tiers-monde, qui demain peut-être se battront pour la domination de l'autre rive du Pacifique : Tokyo et Shanghai. Et puis, il y a l'Europe, avec ses deux très anciennes mégapoles, Londres et Paris, qui restent des " villes-globales " mais ne sont pas capitales du bloc Europe. La capitale de l'Europe, c'est Francfort, et ce n'est pas une mégapole.

Ce simple fait doit nous faire réfléchir. La nature, voire la taille d'une capitale d'économie-monde, ne dépend pas uniquement de son statut " externe ", de sa place dans la hiérarchie urbaine globale. Elle dépend d'abord et avant tout de la nature des rapports sociaux locaux.

C'est ce que montre un premier texte, rédigé par l'un d'entre nous en synthèse d'une expérience d'" observation participante ", dans une Commission préparatoire au Schéma Directeur d'Ile de France, puis au Conseil Régional d'Ile de France. Reprenant la distinction entre les deux modèles d'après-fordisme présentés antérieurement [6], le *néo-fordisme hiérarchique flexible*, qui aggrave encore la division taylorienne du travail tout en dissolvant les anciennes rigidités du contrat salarial, et le *post-fordisme* s'appuyant sur la mobilisation des capacités des salariés, en échange de garanties et d'avantages salariaux accentués, le texte soutient que cette distinction influe non seulement sur la polarisation sociale à l'intérieur de la métropole (ce qui n'est pas une découverte !), mais même sur la *taille* de la métropole elle-même. Dans le premier modèle, celui du capitalisme le plus désorganisé, le plus " aléatoire ", main d'œuvre et emplois affluent spontanément sur le pôle où leur rencontre sera la plus probable : une véritable " mégapole stochastique ". Dans le second modèle, qui organise de plus en plus systématiquement le rapport salarial, de l'apprentissage à la définition des stratégies de reconversion, l'urbanisation (y compris dans la métropole) reste de taille " humaine ", en tout cas " gérable ". Le plus étonnant fut l'entêtement d'une partie des élites parisiennes à pourtant chercher le salut dans l'imitation du modèle londonien, vers un " Grand Paris " à 15 millions d'habitants, alors que la véritable rivale, l'Allemagne, ignorait la mégapolisation. Il fallut la révolte des administrés et de leurs élus pour que le projet soit abandonné... ce qui ne veut pas dire qu'il ne se réalisera pas, tant est forte la dynamique sociale qui pousse à la mégapolisation de l'Ile de France.

Mais, dira-t-on, il y a des mégapoles qui gagnent : Los Angeles ! Ce n'est pas si simple, comme le montre Allen Scott. Nous avons déjà accueilli un texte de cet auteur majeur de la géographie économique anglo-saxonne dans *Les Régions qui gagnent*. Il y magnifiait alors les " effets d'agglomération " des gigantesques pôles de croissance urbaine, qui fondaient la richesse de Los Angeles. Dans ce texte du milieu des années quatre-vingt-dix, après le contre-choc de la fin de la Guerre Froide, le diagnostic est plus mitigé. Au fourre-tout des " effets d'agglomération " et autres " économies externes " se substitue une analyse plus fine : Los Angeles est bien un " district de réseaux " [7], un amas de plusieurs types de " lieux-aimants " au sens d'Ann Markusen, avec des districts " italianisants " et des réseaux " moyeu-et-rayons ". Cette diversité lui a permis de s'adapter à la chute des commandes publiques militaires. Surtout, Los Angeles a su, en s'appuyant sur le district cinématographique d'Hollywood, devenir la capitale culturelle mondiale du post-modernisme : de la musique, de la mode, du multimédia... Cette ville qui n'a pratiquement plus d'industrie automobile devient un centre mondial du design des carrosseries !

Mais la médaille a son revers. S'appuyant sur la thèse des " deux capitalismes " de Michel Albert (version popularisée de l'analyse régulationniste des deux après-fordisme), Allen Scott montre que Los Angeles, mégapole flexible, est particulièrement sensible aux chocs de la demande mondiale (en l'occurrence, de chute de la demande militaire), et surtout manque d'institutions de " gouvernabilité ". Il est émouvant de voir l'auteur, pour sauver une ville qu'il aime, en appeler aux recettes d'une sociale-démocratie écologiste : le développement d'un " tiers-secteur " communautaire dans les quartiers populaires, et l'initiative publique planificatrice, pour lancer un pôle de véhicules électriques ! Pourtant, Los Angeles n'est pas tissée seulement par les tendances lourdes du rapport salarial. Cette structuration en mégapole flexible se donne comme une " rigidité " : un espace donné. Dans cet espace vont se situer des communautés humaines concrètes, rassemblées par d'autres liens sociaux, parmi lesquelles ceux de la communauté ethnique. Comme les cellules d'un organe au sein d'un organisme plus vaste, une communauté " trouve " sa place dans cet espace, elle le modifie, le déforme, y assure sa " niche ", et concourt ainsi à la dynamique urbaine d'ensemble. C'est ce que montre le chapitre de Dong-ok Lee sur la communauté coréenne de Los Angeles. L'auteur s'interroge sur la divergence entre la spécialisation sectorielle du marché du travail coréen

et celui de la mégalopole, elle nous montre un flux d'immigrants présentant toute la gamme des qualifications et apportant parfois avec ceux du capital, en tout cas des liens avec la jeune puissance industrielle exportatrice de la Corée du Sud. Mais ces " liens de sang ", ce sentiment d'appartenance ne peuvent déboucher sur une communauté entrepreneuriale que s'ils se constituent leur propre espace, leur propre district. Ce sera " Koreatown ", près du Centre (dans la " zone grise " d'A. Scott). Puis la sous-puissance commerciale coréenne élargira son influence vers les quartiers en déshérence de South-Central... jusqu'à se heurter aux émeutes ethniques hispaniques ou afro-américaines.

Après ces brefs aperçus sur deux des cinq mégalopoles du Nord capitaliste avancé (avec New York, Londres et Tokyo), la contre-épreuve est évidemment Francfort-sur-le-Main, capitale économique d'un des trois blocs de la Triade : l'Europe. Dès l'exergue, Klaus Ronnenberg et Roger Keil en soulignent le caractère... provincial. Petite métropole de moins d'un million d'habitants, Francfort est elle-même diffractée en plusieurs noyaux industriels, eux-mêmes directement " globalisés ", autour de son inévitable centre financier de gratte-ciels. Les auteurs montrent que cette improbable spatialité de " ville-globale " (qu'ils rapprochent cependant d'autres exemples comme San Francisco, centre de la zone urbaine multi-nodale qui inclut la Silicon Valley) plonge ses racines dans l'histoire, qui a vu la ville-marchande postée sur un gué devenir métropole (mais parmi d'autres) du fordisme automobile allemand. Elle reflète surtout la manière dont l'Allemagne de l'Ouest a régulé son fordisme (" l'économie sociale de marché "), puis l'a orienté très tôt vers l'exportation, mais une exportation fondée sur la qualité de la main d'œuvre plus que sur la flexibilité " externe " (c'est-à-dire la facilité d'embaucher et licencier). Ce fordisme extraverti s'est glissé dans une forme d'après-fordisme basant lui aussi sa compétitivité sur la qualité. Une qualité qui se reflète jusque dans la planification urbaine, la lutte pour sauvegarder des zones vertes dans les interstices entre les différents pôles de croissance de la région urbaine. S'est ainsi mise en place une " régulation régionale horizontale " fondée sur un certain équilibre " socio-écologiste ".

Mais nos auteurs ne cachent pas les fragilités de cette régulation régionales. La ville-modèle de l'alliance rose-et-verte est minée par les déchirures verticales d'un capitalisme qui se globalise sous la dominance du libéralisme économique. La " société en sablier " (Lipietz (1996)) commence à se manifester, même en Allemagne : le vaste centre des classes médianes commence à se différencier, et vers le bas tombent les chômeurs, précaires, exclus, et cette fracture s'exprime dans le racisme... Francfort est sans doute un modèle alternatif à la mégalopole, mais un modèle peut-être instable, en tout cas imparfait.

D. Des districts dans la périphérie ?

Si la méthode " socio-économique " en géographie humaine se révèle aussi éclairante dans l'analyse des capitales de l'après-fordisme, après ses triomphes des années quatre-vingt dans la découverte des nouveaux modèles d'industrialisation " à l'italienne ", la question se pose immanquablement : qu'en est-il dans les " régions qui perdent ", c'est-à-dire à la périphérie (interne ou externe) du monde capitaliste développé ? Nos collègues québécois se sont posé très tôt cette question (voir la note). Dans ce recueil, nous avons sélectionné quatre textes, en commençant par la plus simple forme de la question : y a-t-il dans le Tiers-Monde des " districts à l'italienne " (du type " Troisième Italie ", c'est-à-dire semblables à la Vallée de Prato en Toscane) ? Puis, plus généralement : y a-t-il des districts marshalliens, même au cœur des mégalopoles typiques du Tiers-Monde ? Dès le début des années quatre-vingt-dix, le modèle du district à l'italienne avait suffisamment inspiré les chercheurs pour qu'on détecte bientôt des exemples spectaculaires de réponses positives : nous donnons ici ceux de Blumenau au Brésil et de Gamarra au Pérou. Cependant, les premiers districts découverts (en général, dans des pays " intermédiaires " comme le Portugal) ont-ils eu forcément un avenir brillant ? L'analyse que José Reis, " développementaliste localiste " de la première heure, donne du cas d'Águeda (près d'Aveiro) semblera un peu désenchantée. Enfin, nous présentons un quatrième texte, celui de You-tien HSING, qui relève un défi encore plus vaste : la géographie socio-économique, le " tissu culturel ", peuvent-ils rendre compte aussi des rapports internationaux ?

Le cas de Blumenau, présenté par Cécile Raud, se présente comme une illustration parfaite de la validité des analyses à la Trigila et Bagnasco (1988, 1994) sur la " construction sociale du marché ", cet enracinement du marché dans la socialité locale, transposées de la " Troisième Italie " au Tiers-monde (voir aussi Benko, Dunford, Lipietz, 1996). Elle nous montre la formation d'une paysannerie égalitaire, issue d'une immigration d'artisans

allemands puis italiens, dans l'État de Santa-Catarina (sud du Brésil). Un phénomène de colonisation assez proche de la Nouvelle-Angleterre chère à M. Piore et C. Sabel, ces grands admirateurs de la Troisième Italie. Rompant avec les vieux schémas structuralistes " Centre-périphérie " que nous avons critiqués, elle montre le caractère endogène de l'industrialisation de cet État, en six villes moyennes spécialisées. Elle n'ignore pas pour autant les spécificités d'une industrialisation périphérique : l'offre de biens intermédiaires étant peu sûre, la concentration verticale est donc plus poussée qu'en Italie. Mais, comme en Italie, les districts ont leurs fragilités. Leurs propres succès créent des pénuries de main d'œuvre qualifiée, auxquelles seule pourra remédier une politique volontariste de formation professionnelle et de transferts technologiques. Enfin, une politique macroéconomique inappropriée (la surévaluation monétaire du Real sous Cardoso) peut compromettre la compétitivité des localités les plus entreprenantes.

Certes, mais, dira-t-on, Blumenau n'est qu'un coin d'Allemagne ou d'Italie transporté au Brésil... Beaucoup plus miraculeux alors : le cas Gamarra, petit Hong Kong textile surgi au cœur de la mégalopole capitale d'un pays à peine émergent et ravagé par la guerre civile (le Pérou), dans une " zone grise " coincée entre le Marché de gros et les bidonvilles. Un district industriel fondé sur la culture communautaire des amérindiens descendus de la sierra, Quechuas et Aymaras.

L'un d'entre nous a visité avec stupéfaction ce miracle, il y a quelques années, accueilli par l'un des fameux frères Suarez immortalisés par Portocarreiro et Tapia. Un vrai choc : au fond d'un atelier misérable, un entrepreneur indigène organise la division du travail entre micro-entreprises pour livrer *just-in-time* 100 000 survêtements en Russie, tout en s'extasiant sur l'œuvre de Brusco et en dissertant sur les qualités relatives de machines coréennes, allemandes et italiennes. Interrogée, une jeune couturière avoue qu'elle préférerait que l'atelier familial soit installé " au pueblo ", mais voilà, celui-ci est à 3 000 mètres d'altitude et la route s'arrête 1 000 mètres plus bas. La globalisation au pays du Temple du Soleil !

On caresse l'idée qu'après tout la " construction sociale du marché " vouait la culture Quechua à se transformer en district industriel, aussitôt transposée dans un port... Mais Cristina Cacérés évite ce piège. Elle nous montre la généalogie du local, qui s'enracine sur un vieux passé industriel (district de mécanique lié à la noria des camions, usines textiles intégrées) qui a " essaimé " le savoir-faire, elle décortique le miracle de cette localisation particulière. Elle n'ignore pas cependant cette forme de résistance de la société civile à l'oppression bureaucratique qui a finalement débouché sur une " demande de formalisation " [8]. Elle n'ignore pas non plus les impasses d'un district de la pauvreté, où les enfants n'ont guère le temps d'apprendre, de se qualifier... Le système productif local de Gamarra risque dès lors de rater son passage au statut d'" Aire-Système ", c'est-à-dire d'articulation de plusieurs branches connexes en un système hautement qualifié.

José Reis se place justement en ce moment-charnière où il est peut-être déjà trop tard. Revenant, en planificateur régional, sur une région d'industrialisation " endogène " qu'il avait étudié quelques années auparavant, celle d'Aveiro au centre du Portugal, il pose, avec une certaine angoisse, la question clé. Les " localistes " ont exalté les qualités du tissu social local qui ont permis le développement de districts industriels dans une économie d'accumulation extensive (on produit de plus en plus, mais de la même façon). Ils ont tendance à penser que ces mêmes qualités (volonté d'ascension sociale par le travail, disponibilité à l'émulation et à la coopération, essaimage, esprit communautaire...) prédisposent ce tissu à l'innovation technique. Ce n'est malheureusement pas si simple. Faute d'une politique de promotion technologique volontariste, locale et nationale, le district peut s'endormir sur ses lauriers [9]. Il devient alors une simple localisation possible pour l'implantation d'usines de montage, simples chaînons de circuits fordien transnationaux. À le lire, Aveiro et Águeda seraient bien près d'avoir manqué ce que Cécile Raud espère pour Blumenau.

Le " modèle-district " n'est donc pas la panacée. Mais la méthodologie mise en œuvre pour l'étudier (l'enracinement, ou l'encastrement, des rapports marchands ou hiérarchiques " à la Williamson " dans le tissu social qui préexiste et se réforme en permanence), ce que nous appelons ici *géographie socio-économique*, n'en reste pas moins valable. Le texte de You-tien Hsing sur la contribution des entrepreneurs de Taïwan à l'industrialisation des provinces côtières de la Chine Populaire nous en offre un exemple éclatant. Le titre (qui est, en fait, une expression proverbiale) en dit le propos : la " communauté de culture " de part et d'autre du Détroit, bien au-delà de la communauté de langue, est la clé du succès de ces entrepreneurs dans l'Empire de la transition du maoïsme au capitalisme sauvage.

On pourrait lire ce texte comme un traité de corruption des bureaucrates chinois à l'usage des investisseurs. On aurait tort. En fait, il s'agit d'un exercice de sociologie appliquée à la géographie industrielle. Partant de l'analyse

classique du " don-contre-don " (opposé à l'échange purement marchand), Youtien Hsing réinsère ce schéma dans la conjoncture d'une culture particulière, celle de la Chine, avec sa tension entre administration centrale et administration locale, et d'un processus historique particulier, la " privatisation " d'une économie planifiée sous la forme d'une transformation des administrateurs locaux en entrepreneurs (collectifs) locaux. Elle contribue ainsi magistralement à l'analyse de la transition de la Chine à l'économie de marché. Mais aussi (et c'est le chapitre que nous avons retenu d'une étude plus vaste), elle nous offre un aperçu de la manière dont deux cultures sont en quelque sorte prédisposées à nouer des rapports d'investissements transnationaux. On dira que ces cultures sont très proches (des " Chinois du Sud ", de toute façon). Certes. Mais il serait intéressant de comparer cet exemple à la difficulté de " recoudre " les deux Allemagnes, ou les deux moitiés de l'Europe...

E. Les vieilles régions industrielles : agonie ou renaissance ?

L'heure est venue de se tourner vers ces régions que les géographes n'aiment guère, car elles ne soulèvent pas a priori l'enthousiasme des lecteurs : ces vieilles régions industrielles frappées au cÅur par la grande crise du fordisme, à partir des années soixante-dix. Régions de misère et de désespoirs, où le cinéma lui-même n'ose s'aventurer que sous le masque de l'humour, ou du mélodrame sentimental ou mystique (*Roger and I, Raining Dogs, La promesse, La vie de Jésus, Marius et Jeannette, Ça commence aujourd'hui...*). Où l'analyse doit s'attarder davantage sur ce qui meurt que sur ce qui naît.

Un premier groupe de chapitres concerne les régions berceaux du capitalisme industriel : le Mid-West américain (les Grands Lacs), le Nord-Est anglais, le bassin minier belge. Pour ne pas décourager le lecteur, nous commencerons par la " ceinture de rouille du Mid-West ", et le texte stupéfiant d'optimisme que lui consacre R. Florida. Mais les faits sont là : ce cÅur de l'industrie fordiste au sens propre [10], qui semblait devoir être balayé par l'éclosion de la " ceinture du Soleil " (Virginie-Texas-Californie), a repris de la vigueur à partir de la seconde moitié des années quatre-vingt. Et pas seulement par la greffe de nouvelles industries dans un cimetière d'usines fordienne (comme à Pittsburgh), mais bien par une " destruction créatrice " au sein même des vieilles industries. Une japonisation véritable, ou du moins métissée, s'insinue dans le vieux tissu industriel, avec ses caractères maintenant classiques : travail en modules, cercles de qualité, *just-in-time*, conception partagée avec les fournisseurs. R. Florida ne nous cache pas les retards et l'inégal développement de ce processus, mais surtout souligne l'efficacité de l'invasion modernisatrice japonaise : par leurs effets de démonstration, par la concurrence, par les cahiers de charge imposés aux fournisseurs, le fordisme a appris du Toyotisme, au prix d'une baisse modérée de sa syndicalisation.

Tout autre est le tableau désespéré, désespérant, de l'Angleterre du Nord-Est que nous livre Ray Hudson. Nous sommes, il est vrai, au pays du thatcherisme, de la " Société en Sablier ", où la vieille classe médiane, autrefois protégée par l'État-Providence, se vide inexorablement vers la misère tandis que l'argent s'accumule au sommet. Ray Hudson nous fait toucher du doigt les origines de la catastrophe, dans l'Âge d'or antérieur, celui des années cinquante : la stabilisation d'un étrange fordisme paternaliste, où l'ouvrier était accompagné du berceau à la tombe par une culture locale et un État travailliste protecteur. Ce duopole (un syndicalisme jaloux, un capitalisme paternaliste souvent d'État) s'appuyait en réalité sur des industries antérieures au fordisme et par nature épuisables : mines, sidérurgie, chantiers navals. La transition au toyotisme y était *a priori* difficile. Les Japonais (et les Américains) sont venus cueillir des ouvriers aux abois : mais pour leur infliger les chaînes d'un néo-taylorisme, à l'extrémité déqualifiée et flexible de circuits de branche transnationaux. Japonisation de pacotille, où le sens même des mots s'inverse, où le *just-in-time* n'est pas commandé par l'ouvrier qualifié, mais subi par le sous-traitant en fin de chaîne.

Tout aussi impossible était l'autre mensonge thatchérien : l'éclosion de districts de PMI dynamiques. La culture de l'entrepreneuriat ne se commande pas par de belles brochures en couleur du " marketing de la localité ". La région ne vend que sa soumission, son désespoir social, géré par le cycle bien connu des Français : " stages bidons, Contrats Emploi-Solidarité, chômage, et on recommence ". La " régénération de pacotille " débouche en fait sur un seul accomplissement : l'éclosion, au profit de classes moyennes locales et surtout extérieures, d'un tertiaire touristique fondé sur... l'embaumement des fiches industrielles, autour des docks transformés en centres de loisirs post-modernes.

La limite du genre " collection ", c'est que nous n'avons pu organiser le dialogue entre les contributeurs. Pourquoi la *Rustbelt* américaine semble-t-elle s'en tirer, et pas le Nord-Est britannique ? Risquons quelques hypothèses, esquissées par Ray Hudson lui-même. Nous l'avons dit : il y a moins loin du fordisme américain au " Toyotisme métissé " [11] que des industries du XIX^e siècle aux industries *High-Tec*. Surtout, le thatcherisme fut accouché dans

l'affrontement décisif entre un syndicalisme purement défensif et un capitalisme financier peu lié au territoire national. Leur mariage " keynésien " s'est déchiré en une seule bataille, perdue : celle des mineurs. D'une culture de haine et de préjugés de classe, héritée de l'Empire Britannique, ne pouvaient naître ni le toyotisme, ni les districts à l'italienne...

Même tableau, à première vue, dans le chapitre qu'Erik Swyngedouw consacre à la reconversion ratée du bassin minier en Limbourg belge : une industrie, une culture travailliste qui se meurt, et la farce d'une reconversion en parc de loisir, prétexte à de juteuses mais improductives opérations foncières. Et cette similitude est en soi intéressante, car on oppose trop souvent les Wallons archaïques aux Flamands dynamiques : or le Limbourg est une région flamande. C'est donc bien le tissu social toujours déjà donné, hérité du passé, qui pèse du poids mort des choses sur l'esprit des survivants. Mais nous ne sommes pas dans l'Angleterre de Thatcher, mais au pays du consensus enraciné dans les " piliers " de l'accord fordiste belge, remontant à Henri de Man. Le texte de Swyngedouw est essentiellement consacré à l'aspect institutionnel des choses. Comme Hudson, il montre que la restructuration de la région-câ"ur d'un pays a été à la fois le reflet, mais aussi le moyen, la dimension matérielle, d'une restructuration des alliances, des compromis de classe " hégémoniques " au niveau de l'État national. Mais, plus qu'Hudson, il se penche sur la dimension institutionnelle de cette hégémonie. L'hégémonie, au sens de Gramsci, c'est la capacité pour un groupe social de proposer ses intérêts comme ceux du peuple tout entier. Comme l'approche régulationniste l'a montré, cette hégémonie s'appuie sur un modèle de développement, qui lui-même est régulé par des institutions. Le bloc hégémonique fordien se régulait par les compromis noués au sein d'un oligopole social (le grand capital, et le travail organisé syndicalement) sous les auspices de l'État national. E. Swyngedouw nous explique comment le fordisme belge fut réduit par encerclement : " évidemment " de l'État-Nation (et fédéralisation jusqu'à l'émiettement dans le cas belge), création de nouvelles institutions condensant à un niveau " *global* " (à la fois globale et locale) l'alliance d'un sur-État (la Commission Européenne), des multinationales, des intérêts financiers locaux. Mais justement, cette alliance aux intérêts étroits n'a rien d'hégémonique, et laisse à la déréliction les groupes exclus (petits entrepreneurs locaux, chômeurs, immigrés, écologistes...).

Après ce tour du vieux monde industriel, nous en venons enfin aux anciennes régions industrielles françaises. Le chapitre de Christophe Demazière et Georges Benko (consacré au bassin minier du Nord-Pas-De-Calais) l'aborde lui aussi sous l'angle des institutions. Ancrant solidement leur démarche dans l'approche régulationniste, ils esquissent une histoire de ce bassin qui ne diffère pas fondamentalement de celle du Limbourg chez Swyngedouw, et d'autres expériences analogues qu'ils passent en revue. Pourtant, leur bilan est beaucoup moins pessimiste. Il est vrai que le bassin s'inscrit dans une dynamique plus articulée à une métropole, celle de Lille, dont les nombreux atouts assurent une certaine attractivité. Il est vrai aussi que les efforts nationaux de reconversion industrielle furent plus précoces (et pas " de pacotille " : le bassin minier devient peu à peu un vrai pôle automobile). Mais surtout, il semble bien que les administrations locales, et notamment le Conseil Régional, en particulier sous l'impulsion de la Verte Marie-Christine Blandin, aient choisi, au contraire du Limbourg, une conduite " hégémonique " de mobilisation de tous les acteurs, des entrepreneurs aux chômeurs...

Encore plus optimiste est la lecture de la renaissance possible de Marseille dans le chapitre de Bernard Morel. Là encore, Marseille-ville, plutôt ses élites, semblent avoir tout raté, même le fordisme. Et pourtant, si l'on considère l'ensemble de l'aire métropolitaine, de Fos à Aubagne et de la Joliette au Pays Aixois, le tableau qui ressort évoque davantage un petit Los Angeles qu'un petit Newcastle. Comme dans le Limbourg, la restructuration du bloc hégémonique régional a contourné celui de la métropole elle-même. Fos s'est fait jadis sans Marseille, et de même aujourd'hui les pôles d'Aix ou de la haute vallée de l'Huveaune. Les résultats sont là : Marseille est une ville en crise entourée d'au moins cinq pôles en expansion. Une expansion physique et économique, au coût politico-social élevé (deux des pôles énumérés par Bernard Morel sont dirigés par le Front National !) Mais ces données objectives ne ferment pas les portes de l'espoir, loin de là. Qui (quelles alliances, quel projet social) saura à la fois revivifier Marseille intra-muros et unifier autour d'elle sa métropole multi-nodale ? Seule l'histoire pourra le dire.

Car la géographie socio-économique pour laquelle plaide ce volume est nécessairement une géographie historique. C'est-à-dire ouverte aux échecs (mérités ou non) comme aux succès (miraculeux ou construits).

BIBLIOGRAPHIE

COTÉ S., KLEIN J.L., PROUX M.-U. (éds) [1995] *Et les régions qui perdent... ?*, Université de Québec à Rimouski

(GRIDEQ).

GALANO A.-M., LIPIETZ A. [1998] " Belief, Negotiation & Loyalty ", *Antipode*, vol.30 n°1, January.

GOTTMAN J. [1961] *Megalopolis*, Twentieth Century Fund, New York.

HARVEY D. [] *The Conditions of Post-Modernity*

HARVEY D. [1996] *Justice, Nature & the Geography of Difference*, Routledge.

LIPIETZ A. [1977] *Le Capital et son espace*, Maspéro-La Découverte, Paris, 1977, réed. 1983.

LIPIETZ A. [1985] "Fordisme, Fordisme périphérique et métropolisation", intervention au Symposium *A métropole e a crise*, Sao Paulo, Mars 1985. *Couverture Orange CEPREMAP* nE8514. Publication partielle dans *Annales de la Recherche Urbaine*, nE29, Janvier 1986.

LIPIETZ A. [1999] " Cultural Geography, Political Economy and Ecology ", *European Planing Studies*, Vol. 7, n°1.

PEET R. [1998] *Modern Geographical Thought*, Blackwell, Oxford.

SASSEN S. [1991] *The Global City*, Princeton Univ. Press, trad. française *La Ville Globale*, Descartes et Cie, Paris, 1996.

de SOTO, H. [1993] *L'Autre Sentier. La révolution informelle dans le Tiers-monde*, La Découverte, Paris.

[1] Nous ne voulons pas ici mettre en cause la générosité intellectuelle et l'érudition d'un David Harvey (1996), ni, plus généralement, la foisonnante richesse de la géographie tant " radicale " que " culturelle " anglo-saxonne, dont Peet (1998) offre un remarquable tableau. Mais il est patent que ce tournant " culturel " laissait la voie libre au grand retour d'un économisme géographique. Sur le dernier livre de D. Harvey, et sa " loyauté " à l'égard de la *radical geography*, voir Galano & Lipietz (1998) ; pour une critique du " *cultural shift* " de la géographie radicale anglo-saxonne, voir Lipietz (1999).

[2] *Et les Régions qui perdent... ?*, Actes du colloque sur le développement régional tenu à l'Université de Québec à Montréal, et édité par Coté, Klein et Proux (1995), s'empare justement du concept de " district industriel " non pas comme un modèle normatif, mais comme un outil analytique qui " constitue une piste féconde pour mieux comprendre les possibilités et les obstacles qui se dressent sur la voie du développement des régions non-métropolitaines ". Pour ce faire, les auteurs mettent l'accent sur la mobilisation des acteurs locaux et sur le tissu de leurs relations, ce qui était bien l'intention implicite des *Régions qui gagnent*.

[3] Voir l'ouvrage de Krugman en collaboration paru en juin 1999, *The Spatial Economy : Cities, Regions, and International Trade* par Masahisa Fujita, Paul Krugman, Anthony J. Venables (Cambridge, MA, MIT Press) 367 pages.

[4] On trouvera une présentation de travaux français inspiré par la " nouvelle économie géographique " à la Krugman dans le n° 131, (oct.-déc. 1997-5) de la revue *Économie et Prévision*, et également dans le n°2 de 1996 de la *Revue Économique*, et le n°45 (1997, janv./mars) de la revue *Annales d'économie et de statistique*.

[5] Selon la formule déjà fort ancienne de Gottman (1961), qui en exprime mieux la folie...

[6] Voir Leborgne & Lipietz (1992) in Benko et Lipietz (1992).

[7] Voir " Des réseaux de districts aux districts de réseaux ", conclusion de Benko & Lipietz (1992).

[8] Contrairement à ce que pense Hernando de Soto (1993), qui ne voit que la légitimité de fuir l'impôt, Cristina Cacérés Dutertre voit bien qu'il faut financer des équipements collectifs : les entrepreneurs sont allés jusqu'à financer le poste de police

[9] La France le sait fort bien, elle qui a vu tous ses districts " méliniens " anéantis après 1945 par l'internationalisation et la modernisation gaullistes (Ganne, 1992).

[10] La " chaîne " fut inventée aux abattoirs de Chicago ; Ford, les marques de la General Motors, et tous les " produits blancs " de l'*American Way of Life*, comme Bendix, sont nés ici

[11] Le Toyotisme a d'ailleurs failli s'appeler " Saturnisme ", du nom d'une expérience de la Général Motors (le modèle *Saturn*), au début des années 1980 (Voir Philippe Lorino, *Les Saturniens*, La Découverte).